

ORDRE DU JOUR

DÉCLARATION LIMINAIRE FO.

■ **Point N° 1 - Approbation du PV du 16 février 2017**

■ **Point N° 2 - Orientations stratégiques d'ENEDIS**

■ **Point N° 3 - Politique Achats Enedis**

■ **Point N° 4 - Avenir des activités techniques des bases comptage**

DÉCLARATION LIMINAIRE FO

Monsieur le Président,

Depuis plusieurs mois, le dialogue social est en berne au sein du Distributeur.

Les provocations des Directions s'enchaînent : pseudo négociation, augmentation de 0 % du SNB, baisse des taux AIC, taxation des frais professionnels. ... Et cela se traduit par une baisse du pouvoir d'achat des agents.

La colère et l'inquiétude des salariés ont engendré un mouvement social de grande ampleur, et pour autant les Directions nationales et/ou locales ne donnent aucun signe d'apaisement.

Le contexte actuel constitue une période charnière pour le distributeur. Les tentatives de déstabilisation à l'encontre du service public de l'énergie se multiplient. Les cohésions sociales, mais aussi sociétales sont en jeu. Il s'agit de défendre une homogénéité entre tous les territoires pour l'accès à une énergie compétitive et de qualité.

La péréquation tarifaire, essence même de notre service public, permet à chaque usager de bénéficier de prestations identiques, au même prix, partout en France.

Vos représentants FO au CCE Enedis



Frédérique RICARD élue titulaire Luc GERMAIN élu suppléant Estelle DEVOS RS

Chaque usager peut également compter, pour l'instant, sur la mobilisation des agents en cas d'incident majeur sur le réseau.

Mais qu'en sera-t-il à l'échéance des prochaines élections ? Quelle que soit la prochaine équipe gouvernementale, le service public sera mis à mal.

Pour FO Énergie et Mines, notre entreprise doit défendre le service public républicain et ne pas être soumise uniquement à des intérêts politiques et/ou financiers.

Si les bénéfices de notre entreprise sont bons et que ses indicateurs sont au vert, c'est parce que des femmes et des hommes s'investissent pleinement au quotidien pour sa réussite.

Ce sont eux qui ont l'expertise, le savoir-faire et l'engagement. Ils sont attachés au service public et l'ont encore démontré lors des derniers épisodes climatiques en réalimentant la quasi-totalité des foyers privés d'électricité en 48 heures.

Combien de temps encore serons-nous en capacité de travailler ainsi ?

Quant à vous, quels signaux leur renvoyez-vous ?

Des remerciements vidéo sur intranet, mais aussi et surtout des mesures salariales de moins en moins motivantes. Et ce ne sont pas les successions des réformes et des réorganisations qui atténueront leurs inquiétudes sur leur avenir.

Dans le contexte social actuel, comment expliquez-vous que 385 avancements aux choix n'ont pas été attribués sur 2016 ? Vous n'êtes pas sans savoir que le bien-être au travail et la reconnaissance vont de pair avec la productivité. Une entreprise attractive et performante sur le plan social véhicule une image positive. Les complémentarités techniques et humaines des agents sont une richesse pour l'entreprise et pas seulement une variable d'ajustement budgétaire.

FO Énergie et Mines attend aujourd'hui des annonces significatives de la part de la Direction.

Nous réitérons notre demande d'ouverture d'une réelle négociation sur les mesures salariales.

Nous demandons également l'attribution d'une prime pour l'année 2016 au regard des résultats de chacun à la contribution du projet d'entreprise et en reconnaissance de la mobilisation au cours des derniers épisodes climatiques.

Enfin, Monsieur le Président, quelles solutions envisagez-vous pour sortir de cette impasse sociale dans laquelle nous nous trouvons ?

RÉPONSE DE LA DIRECTION

Le Président reconnaît qu'il y a eu une sous-estimation de l'impact psychologique de l'annonce d'un SNB à 0 % et a entendu nos remontées du terrain. Pour autant, il est convaincu qu'on ne réussira pas le projet industriel, qui n'est pas, au demeurant, si simple que ça, sans avoir la capacité à mobiliser l'ensemble des salariés. La gestion de la tempête de la semaine dernière témoigne de la réelle mobilisation des agents.

Des discussions, avec les partenaires sociaux, ont été réengagées et devraient permettre à la Direction d'envoyer aux agents un signal positif d'écoute.

Le Président pense qu'un signal économique devra également être donné avec des éléments d'explicitation et de réassurance sur le projet industriel en tant que tel. La Direction va donc s'y employer dans les heures et les jours qui suivent.

Point 1 – Approbation du PV du 16 février 2017

Approuvé à l'unanimité

Point 2 – Orientations stratégiques d'ENEDIS

Le Président du Directoire Philippe MONLOUBOU a présenté comme chaque année les orientations stratégiques d'Enedis aux membres du CCE.

À l'issue de cette présentation, FO Énergie et Mines a fait la déclaration suivante.

DÉCLARATION FO

Monsieur le Président,

Lors de la présentation des Orientations Stratégiques de l'entreprise 2016-2020, FO Énergie et Mines vous avait alerté sur un nécessaire rééquilibrage à la fois des investissements urbains/ruraux et du programme Postes Sources.

Nous apprécions que nos alertes aient été entendues. Toutefois il s'avère que certaines de nos craintes se sont révélées fondées :

- le TURPE 5 avec des exigences supplémentaires.
- l'Excédent Brut d'Exploitation en progression, mais, une fois encore, au bénéfice des dividendes et des impôts sur le résultat et toujours au détriment des agents.

Passons maintenant aux réflexions que nous inspirent les Orientations Stratégiques 2017-2020.

Les deux premiers chapitres rappellent les très nombreux bouleversements que subissent l'entreprise, mais aussi et surtout les salariés dans leur quotidien.

Le déploiement de Linky, votre projet phare, mais aussi les contraintes externes imposées par le législateur (lois sur la transition énergétique et sur une république numérique, exigences du TURPE V, etc.) impactent notre avenir.

Le projet stratégique doit impérativement s'appuyer sur le capital de notre entreprise composé de son personnel et d'un réseau performant de qualité. Cela sous-entend un personnel motivé, bien formé aux compétences attendues notamment sur le numérique et la gestion des données, mais aussi des investissements à la hauteur des nouveaux enjeux.

Le manque de transversalité dans le pilotage global du projet numérique de l'entreprise nous laisse à penser que sur ce point l'efficience ne sera pas au rendez-vous.

FO Énergie et Mines fait le constat que, dans ces orientations stratégiques, il n'est nullement fait mention des compétences attendues ou identifiées nécessaires à la réussite de ce projet.

Cela peut notamment s'expliquer par un accord GPEC, en gestation lente depuis plus d'un an, que la Direction ne pousse manifestement pas à faire aboutir.

Pas un mot non plus sur la qualité de la formation et le défi qu'il faudra relever pour que celle-ci puisse accompagner en douceur la montée en compétences des salariés indispensables à l'atteinte des objectifs ambitieux.

Les chiffres avancés dans le document font état d'une baisse des effectifs (-5,6 %), d'une production immobilisée et de raccords clients qui stagnent. Certes la croissance des demandes nouvelles estimées est faible (2 %), mais force est de constater que nos clients sont moins contents de nos délais et de la qualité de nos prestations (-0,8 %), surtout chez les entreprises.

En ce qui concerne notre réseau, 120 000 bornes de raccordements et 700 MW de consommation pour recharger des véhicules électriques sont, à ce jour, disponibles. La loi cible à terme 7 000 000 de points de chargement, ce qui montre l'ampleur de la tâche à réaliser et l'adaptation importante de notre réseau qui en découlera. Et pourtant, il n'y a pas d'augmentation des investissements prévue sur la période considérée pour le renforcement des réseaux.

Pendant ce temps, d'autres se donnent les moyens de leurs ambitions. Ainsi le groupe Bolloré annonçait, fin décembre 2014, investir, sur 4 ans, 150 M€ pour déployer 16 000 bornes de recharge impactant directement la puissance disponible et la qualité de notre réseau pour répondre à cette demande grandissante. Or, dans votre projet, la qualité de la desserte n'augmente que de 19 M€ entre 2016 et 2020 soit 1 % en 4 ans.

L'investissement dans notre système d'information ne progresse lui aussi que de 1 % en 4 ans alors que les besoins de sécurisation de nos données LINKY vont fortement augmenter en volume (déjà 44 000 concentrateurs de données en service pour seulement 2,5 millions de compteurs posés).

De plus, les 50 M€ versés par l'état en 2017 avec le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, ne vont servir qu'à renflouer une marge qui ne sera affectée ni à l'emploi, ni à la formation, ni même à l'investissement ou à l'innovation, mais bien à la rémunération des dividendes. Ces derniers vont augmenter de 34,6 % entre 2016 et 2020 alors que les autres postes concernés baissent ou stagnent.

Une fois ces constatations faites, et au regard des piètres résultats de l'enquête My EDF, FO Énergie et Mines se demande comment vous espérez, Monsieur le Président, mobiliser les salariés et trouver une adhésion renouvelée au projet industriel « Plus loin ensemble » avec une logique pareille ?

Ce projet dans ses grands axes, n'aborde la dimension humaine que pour parler du taux de fréquence et l'absentéisme.

Vous comprendrez donc au regard de toutes ces constatations que l'avis donné sur ce dossier ne pourra en aucun cas être positif pour FO Énergie et Mines.

Merci Monsieur le Président.

RÉPONSES DU PRÉSIDENT

Aux interpellations de FO Énergie et Mines sur les compétences et la GPEC, le Président du Directoire considère qu'il faut effectivement les intégrer pleinement aux évolutions métiers par métiers, activité par activité, avec la recherche de nouveaux talents, notamment dans le cadre de la transformation numérique digitale.

La formation est un enjeu important. La politique de formation devra, elle aussi, évoluer pour être mieux adaptée aux besoins.

Concernant l'évolution à la hausse des bornes de recharges de véhicules électriques, le Président considère que l'on ne résoudra pas la question par le renforcement des réseaux. La solution est dans le développement du smart-charging, encore appelé recharge intelligente, sur lequel devront se poursuivre les investissements.

Enfin, sur l'enquête MyEDF, le Président reconnaît que les résultats l'ont interpellé et concède qu'ils doivent impérativement être pris en compte.

Il informe les membres du CCE que pour maintenir et renforcer la nécessaire adhésion des salariés au projet industriel, un communiqué sera fait très rapidement. Celui-ci devrait apporter des réponses aux attentes sociales des agents.

À l'unanimité des membres présents, un avis défavorable a été donné sur les orientations stratégiques Enedis 2017-2020.

Point 3 – Politique Achats Enedis

Pour FO Énergie et Mines, le dossier présenté ne répond pas à la demande initiale et ne fournit pas les éléments demandés.

Pour autant, la résolution présentée par la CGT demandant un report de ce point avec la présentation d'un dossier complet ne nous ayant pas été présenté en amont de cette séance, nous ne participons pas au vote de celle-ci.

Point 4 – Avenir des activités techniques des bases comptage

Le Président reconnaît, avant l'ouverture de ce point à l'ordre du jour, que certains éléments du dossier ont une antériorité trop importante, que certains chiffres manquent de cohérence. Il décide le report de ce dossier pour avis au prochain CCE.

Le prochain CCE se tiendra le 20 avril 2017.